

Fiche d'examen au cas par cas pour les documents d'urbanisme

Cadre réservé à l'administration

Date de réception	Date de complétude	N° d'enregistrement

1. Intitulé du projet

Quelle est la procédure ? (élaboration de PLU, PLUi ou carte communale, révision de PLU, PLUi ou carte communale, déclaration de projet impactant un PLU)	Modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme d'Hauterive
--	---

2. Identification de la personne publique responsable

Personnes publiques responsables	Communauté d'Agglomération de Vichy Communauté
----------------------------------	--

3. Caractéristiques de la procédure

Caractéristiques générales du territoire	
Commune(s) concernée(s)	Hauterive
Nombre d'habitants concernés	1194 habitants (réf. INSEE 2015)
Superficie du territoire concerné	8,08 km²

Pour quelle raison la procédure est-elle engagée? (accueil d'un projet spécifique, document en vigueur ne répondant plus aux besoins actuels...)

Annexe : s'il y a eu une délibération du conseil municipal en ce sens, joindre la délibération engageant la procédure

La présente procédure de modification du PLU d'Hauterive a pour objets :

- De rectifier des erreurs matérielles et des oublis au sein du PLU sur la zone du Bioparc :
 - Mise en annexe du périmètre de la ZAC
 - Modification du zonage, inscription des parties viabilisées en zone U
 - Inscription d'une OAP
 - Remaniement du règlement de la zone AUa renommée AUbp et création d'une zone Ubp couvrant les secteurs viabilisés
- De lever des points de blocage opérationnels et de garantir une densité minimale de logements sur les secteurs d'OAP à vocation résidentielle :
 - Modification du schéma de l'OAP le Bourg
 - Modification du règlement de la zone AUg et inscription d'objectifs de densité minimale

Quelles sont ses grandes orientations ? (démographie, protection de l'environnement, économie, tourisme, équipements publics...)

Annexe : pour une élaboration ou une révision « générale » de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

L'objectif sur le secteur de la ZAC est d'assurer la mise en valeur des composantes environnementales du site afin de conserver le fonctionnement écologique existant et de l'améliorer dans le cadre des futurs aménagements et constructions. Cet objectif est traduit via une Orientation d'Aménagement et de programmation déclinant la Trame Verte et Bleue accompagnée de mesures réglementaires visant à favoriser l'insertion paysagère des futures constructions et un traitement des zones non bâties qualitativement et respectueusement de l'environnement.

Sur les secteurs résidentiels, il s'agit de garantir les objectifs de densité initialement inscrits dans les OAP en les traduisant réglementairement.

Si un document d'urbanisme est en vigueur sur le territoire concerné, quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées ?

Annexes : joindre le règlement graphique (plan de zonage) du document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

Modification du zonage sur le secteur de la ZAC du Bioparc en identifiant en zone U les secteurs déjà urbanisés. Un classement général en AU avait initialement été décrit mais ne répondant pas aux réalités du terrain.

Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) ?

(exemples : avis de la commission départementale de consommation des espaces agricoles, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...)

Où fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...)

Si oui, préciser

Non

Le projet est-il concerné par :	
<p>Un SCoT ? Un schéma de secteur ? Si oui lesquels ?</p> <p>Ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi Grenelle 2 ? (<i>effet de serre, qualité de l'air, de l'eau et des sols, restauration et protection de la biodiversité...</i>)</p>	<p>Le projet est concerné par le SCOT de la Communauté d'Agglomération de Vichy Val d'Allier (CAVVA), approuvé le 18 juillet 2013. Le SCOT suit les grandes orientations du SRCE d'Auvergne.</p> <p>Il est élaboré selon les dispositions de la loi Grenelle 2.</p>
<p>Un SDAGE et/ou SAGE ? Si oui le(s)quel(s) ?</p>	<p>La zone d'étude est concernée par le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 et approuvé par le préfet coordonnateur de bassin Loire-Bretagne le 18 novembre 2015.</p> <p>Elle est aussi concernée par le SAGE Allier Aval approuvé le 13 novembre 2015 par les préfets du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cher et de la Haute-Loire et de la Nièvre.</p>

Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?
<p>Le territoire communal d'Hauterive est couvert par un Plan Local d'Urbanisme approuvé par le conseil municipal en date du 15 janvier 2016.</p> <p>Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale obligatoire dans la mesure où la commune comprend un site natura 2000.</p>

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

La traduction d'objectifs de densité dans le règlement écrit contribue à la maîtrise de la consommation d'espace. D'autant que sur les 2 secteurs principaux, l'objectif de densité est supérieur à celui préconisé par le SCoT.

Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?

Le PLU ayant été approuvé en 2016, le recul est trop faible pour répondre à cette question.

**Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire :
oui / non ? Si oui :**

Quelles possibilités
d'optimisation du potentiel
constructible à l'intérieur du
tissu urbain existant
(*densification, dents creuses,
opérations de
démolition/reconstruction,
friches, bâtiments non investis,
logements ou locaux
vacants...*) ont été
préalablement examinées ?

Quelle est approximativement la
superficie consommée ?

Expliquez dans les grandes
lignes, en fonction des zones
concernées, les impacts de
cette ouverture à l'urbanisation
(*sur les espaces agricoles,
naturels ou forestiers, en
termes de déplacements...*).

Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? Quels impacts potentiels peuvent-ils avoir sur ces zones ?
Zone Natura 2000 (dans un rayon de 15 km)	X		Tout le cours de l'Allier est classé comme tel (directives Habitat et Oiseaux). La mise en valeur de la Merlaude sur le site du Bioparc et le maintien voire la reconstitution de corridors écologiques (haies) contribue à limiter l'impact de l'urbanisation sur la zone Natura 2000.
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?	X	X	
Réserve naturelle (régionale ou nationale) ou Parc naturel régional ?		X	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II	X		A l'est de la ZAC du Bioparc, le territoire de la commune comprend des ZNIEFF de type 1 et 2. La mise en valeur de la Merlaude sur le site du Bioparc et le maintien voire la reconstitution de corridors écologiques (haies) contribue à limiter l'impact de l'urbanisation sur la zone Natura 2000.
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?	X		Le cours de l'Allier est concerné par cet arrêté.
Continuité écologique connue ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...)	X		Le SCoT identifie la Merlaude comme corridor écologique. Le PLU protège ce corridor par un zonage N. L'OAP mise en place dans le cadre de la modification a pour objectif la mise en valeur de ce corridor.

Zone à dominante humide identifiée par le SDAGE ?		X	
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, SAGE) ou par un autre document ? (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?	X		<p>Modélisation du SAGE sur l'existence potentielle de zones humides sur le secteur du Bioparc.</p> <p>Un travail de terrain a été mené par le service GEMAPI de Vichy Communauté et les zones humides repérées sont identifiées et protégées dans le projet d'OAP .</p> <p>L'OAP prend également en compte la situation des terrains en bas de pente et intègre une trame bleue de rétention alternative des eaux pluviales.</p>

Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lesquels (le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ? Quels impacts potentiels peuvent-ils avoir sur ces zones ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques) ?		X	
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, SDRIF...) ?		X	

Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par le document d'urbanisme en cours ? Quels impacts potentiels peuvent-ils avoir sur ces zones ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
Captage (s) prioritaire(s) Grenelle 2 ?		X	
Captage(s) repéré(s) par un SDAGE ?		X	

Usages	Oui	Non	Précisez si besoin
<p>Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?</p> <p><i>Précisez comment la (les) commune(s) est (sont) approvisionnée(s) en eau.</i></p>	X		<p>L'adduction et la distribution de l'eau potable sont gérés par le SIVOM eau assainissement Val Allier.</p> <p>Les ressources sont suffisantes.</p>
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
<p>Quel(s) est (sont) le(s) type(s) d'assainissement utilisé(s) ? Un schéma d'assainissement est-il en vigueur ? En cas d'assainissement collectif, le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?</p>	X		Le PLU de 2016 intègre ce volet.

Sols, sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?		X	
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrières?		X	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire?	X		Un projet d'usine de méthanisation est en cours d'études sur la communauté d'agglomération. La ZAC du Bioparc apparaît comme un secteur privilégié pour son implantation.

Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés ou à proximité par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (inondations, mouvement de terrain, feu de forêts...), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Les secteurs objets de la présente modification sont concernés par les risques suivants : <ul style="list-style-type: none"> - PPRI Allier : un terrain est compris dans la zone de crue exceptionnelle. Le projet d'OAP protège cette zone de toute construction. - Risque mouvement de terrain (PPR Retrait Gonflement des Argiles) - Zone de sismicité 2 faible
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		Plan de Prévention des Risques Retrait gonflement des Argiles approuvé le 22/08/2008.
Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		X	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		Arrêté préfectoral du 8/10/1999 classant la RN209 en catégorie 3 affectée par le bruit dans une bande de 100m. Arrêté préfectoral du 8/10/1999 classant la RD907 en catégorie 3 affectée par le bruit dans une bande de 100m

Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	

Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) et/ou le plan climat énergie territorial (PCET) ?	X	<p>Le <u>SRCE Auvergne</u> a été approuvé le 30 juin 2015 par le Conseil Régional d'Auvergne et arrêté par le Préfet de région le 7 juillet 2015.</p> <p>Les enjeux spécifiques relevés pour la commune d'Hauterive sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un réservoir de biodiversité le long de l'Allier - Présence de corridors écologiques diffus à préserver. - Le corridor écologique de la Merlaude <p>L'OAP sur la ZAC du Bioparc contribue à l'atteinte de ces objectifs.</p> <p>Le <u>PCET Vichy Val d'Allier</u> 2014-2020 met en place un programme d'actions pour répondre aux grands enjeux liés au changement climatique et au développement durable. Il est en cours de révision et de transformation en PCAET. Dans ce cadre, la production d'énergie renouvelable est à développer.</p>
Parc éolien ou parc photovoltaïque existant ou en projet ?	X	Un parc solaire est aménagé au nord de la ZAC

**Éléments complémentaires
que la personne publique responsable souhaite communiquer (facultatif)**

N° de catégorie (annexe à l'article R122-2 du Code de l'environnement)	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie
6. Infrastructures routières	
8. Aérodrômes	
24. Système de collecte et de traitement des eaux résiduaires.	
27. Forages en profondeur, notamment les forages géothermiques, les forages pour l'approvisionnement en eau, à l'exception des forages pour étudier la stabilité des sols.	
32. Construction de lignes électriques aériennes en haute et très haute tension.	
39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement y compris ceux donnant lieu à un permis d'aménager, un permis de construire, ou à une procédure de zone d'aménagement concerté.	
41. Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs.	
45. Opérations d'aménagements fonciers agricoles et forestiers mentionnées au 1° de l'article L. 121-1 du code rural et de la pêche maritime, y compris leurs travaux connexes.	
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols.	

Annexes		
Élaboration ou révision (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	<input type="checkbox"/>
Cas d'une procédure d'évolution de PLU	<p>Étude préliminaire des incidences sur Natura 2000 (méthode proposée sur le site http://www.natura2000-picardie.fr/EI-MO.pdf)</p> <p>Consultation dans le cadre d'une modification de PLU suite à la décision du conseil d'Etat en date du 19 juillet 2017 annulant les articles R.104-1 à R.104-16 du Code de l'Urbanisme.</p>	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	Arrêté prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input checked="" type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input checked="" type="checkbox"/>